

Unité inter-départementale Tarn-Aveyron
Cité administrative – Bât D
19 rue de Ciron
Cedex 09
81013 Albi

Albi, le 19/03/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 19/02/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

IMT Mines Albi

Centre RAPSODEE -Plateforme VALTHERA
Campus Jarlard - Route de Teuillère
81013
81000 Albi

Références : 81-DECHETS-2026-32
Code AIOT : 0006809698

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/02/2026 dans l'établissement IMT Mines Albi implanté Parc Technopolitain Albi Innoprod Chemin de la Teuillère 81000 Albi. L'inspection a été annoncée le 12/02/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection a été réalisée suite à la publication de l'arrêté ministériel du 31 octobre 2024 imposant la réalisation d'une analyse des substances PFAS dans les émissions atmosphériques des installations d'incinération, de co-incinération et d'autres traitements thermiques de déchets. La précédente visite d'inspection a été réalisée en janvier 2023, les actions correctives demandées par l'inspection ont été mises en œuvre par l'exploitant.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- IMT Mines Albi
- Parc Technopolitain Albi Innoprod Chemin de la Teulière 81000 Albi
- Code AIOT : 0006809698
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'école des Mines d'Albi-Carmaux a été autorisée par arrêt préfectoral du 23 octobre 2013 à exploiter une installation de pyrogazéification de déchets afin de réaliser des travaux de recherche et développement sur la valorisation thermique de déchets. Cette installation dépend du centre de recherche RAPSODEE de l'école.

Elle est implantée dans le Parc Technopolitain Albi Innoprod.

Thèmes de l'inspection :

- Air
- Déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;

- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Gestion des déchets entrants	Arrêté Préfectoral du 23/10/2013, article 6.6.2	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
4	Gestion des déchets entrants	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1	Demande d'action corrective	6 mois
5	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 23/10/2013, article 1	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
6	Rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 23/10/2013, article 3.5	Demande d'action corrective	6 mois
8	Rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 23/10/2013, article 3.7	Demande d'action corrective	6 mois
10	Modification des installations	Arrêté Préfectoral du 23/10/2013, article 9	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Gestion des	Arrêté Préfectoral du 23/10/2013,	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	déchets entrants	article 6.6.1	
3	Gestion des déchets entrants	Arrêté Préfectoral du 23/10/2013, article 6.6.4	Sans objet
7	Rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 23/10/2013, article 3.6	Sans objet
9	Rejets atmosphériques	Arrêté Ministériel du 31/10/2024, article 6	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a constaté plusieurs non-conformités relatives à la gestion des déchets entrants et aux rejets atmosphériques de l'installation. S'agissant d'une installation de recherche et développement dont l'utilisation est ponctuelle, la dernière incinération de déchets remonte à mai 2024, l'inspection ne propose pas d'arrêté préfectoral de mise en demeure. Néanmoins, l'exploitant devra traiter les non-conformités dans les délais mentionnés dans les fiches de constat. En ce qui concerne la réalisation d'une analyse des substances PFAS dans l'air, il est demandé à l'exploitant sous un délai de 3 mois de choisir entre la mise en place d'analyses des déchets entrants systématiques afin de s'assurer de l'absence de substances PFAS ou la réalisation d'une campagne d'analyse lors des prochaines incinération de déchets prévus fin 2026.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Gestion des déchets entrants

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/10/2013, article 6.6.1
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets admissibles
Prescription contrôlée : Seuls peuvent être acceptés les déchets vérifiant tous les critères d'acceptabilité définis au paragraphe 6.6.2, comme par exemple : • pellets de biomasse ; • boues de STEP urbaines ; • rejets agroalimentaires ; • Déchets végétaux bruts non transformés: Balle de riz, taillis de courte et très courte durée, Miscanthus ou autres herbacés, déchets de bois, paille ; • Déchets végétaux bruts ayant subi une transformation : marc de café, mélasse, charbon, biohuile ; • Déchet d'origine animal : fumier, lisier ; • Glycerol ; • biomasse polluée par des métaux lourds ; • bois de phytoremédiation hors pollution par les organochlorés ;
Constats : L'exploitant a présenté le tableau de suivi des déchets entrants, les déchets entrants en 2021 et 2022 sur l'installation sont des déchets de biomasse : - bois - serments

<ul style="list-style-type: none"> - canne de maïs - ceps <p>Les déchets réceptionnés sont autorisés dans l'installation.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Gestion des déchets entrants

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/10/2013, article 6.6.2
Thème(s) : Risques chroniques, Critère d'admission
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Afin de respecter les performances d'épuration du système de traitement des gaz, les déchets entrants ou mélanges de déchets destinés aux différents procédés de la plateforme devront respecter les seuils suivants :</p> <p>Les déchets doivent être exempts de PCB, de substances organiques halogénés et d'hydrocarbures. Toute modification ou remplacement d'un équipement ou d'une partie d'un équipement donne lieu à une réévaluation de ces seuils. Les opérations de traitement des matières de type "lisier et fumier" doivent être autorisées préalablement par l'autorité compétente conformément au règlement UE 142/2011.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté les analyses réalisées sur les déchets entrants, par sondage l'inspection a vérifié les analyses réalisées pour les ceps, sarments et cannes de maïs. Il a été constaté le respect des seuils pour les métaux lourds. Pour l'azote (0,79% MS), le soufre (0,042% MS) et le chlore (0,021% MS), les seuils ne sont pas respectés.</p> <p>L'exploitant indique que les seuils de l'azote, soufre et chlore indiqués dans l'arrêté préfectoral sont erronés et qu'il faudrait les modifier, la biomasse a des taux plus élevés en azote, soufre et chlore.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant déposera un dossier de porter à connaissance afin de solliciter la modification de l'article 6.6.2 de l'arrêté préfectoral du 23 octobre 2013 en justifiant que la modification des seuils des déchets entrants sur le soufre, chlore et azote n'entraînent pas une augmentation significative des seuils de rejets et qu'ils respectent les valeurs limites fixées par l'arrêté préfectoral du 23 octobre 2013.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 6 mois

N° 3 : Gestion des déchets entrants

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/10/2013, article 6.6.4
Thème(s) : Risques chroniques, Provenance des déchets
Prescription contrôlée : Les déchets réceptionnés proviennent du territoire français. L'exploitant établit et tient à jour un registre où sont consignés tous les déchets reçus sur le site.
Constats : L'exploitant établit et tient à jour un registre où sont consignés tous les déchets reçus sur le site. Les déchets réceptionnés proviennent d'Occitanie.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Gestion des déchets entrants

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Registre des déchets entrants
Prescription contrôlée : Les exploitants des établissements effectuant un transit, regroupement ou un traitement de déchets, y compris ceux effectuant un tri de déchets et ceux effectuant une sortie du statut de déchets, établissent et tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets entrants. Le registre des déchets entrants contient au moins les informations suivantes : a) Concernant la date d'entrée dans l'établissement : - la date de réception du déchet et, pour les installations soumises à dispositif de contrôle par vidéo au titre de l'article L. 541-30-3 du code de l'environnement, l'heure de la pesée du déchet ; b) Concernant la dénomination, nature et quantité : - la dénomination usuelle du déchet ; - le code du déchet entrant au regard l'article R. 541-7 du code de l'environnement ; - s'il s'agit de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ; - le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ; - le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement et R. 1335-4 du code de la santé publique ; - la quantité de déchet entrant exprimée en tonne ou en m3 ; c) Concernant l'origine, la gestion et le transport du déchet : - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ; - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets ; - l'adresse de prise en charge lorsqu'elle se distingue de l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets ; - la raison sociale et le numéro SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement ; - la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ; - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ; d) Concernant l'opération de traitement effectuée par l'établissement : - le code du traitement qui va être opéré dans l'établissement selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ; - le cas échéant, le

numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ; - le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée.
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a donc présenté le registre des déchets entrants, ils ont été réceptionnés en 2021 et 2022. Ils ont été incinérés en 2023 et 2024. Depuis mai 2024, aucun déchet n'a été traité dans l'installation. L'exploitant indique qu'il est prévu une nouvelle campagne d'incinération de déchets au dernier trimestre 2026.</p> <p>Le registre ne reprend pas l'ensemble des informations susvisées à savoir :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le code du déchet traité - le transporteur du déchet (raison sociale, adresse, n° SIRET et numéro de récépissé de transport) - code du traitement - le producteur du déchet (raison sociale, adresse, n° SIRET)
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Le registre doit être mis à jour pour les prochaines réceptions de déchets. Une copie sera transmise à l'inspection.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 6 mois

N° 5 : Situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/10/2013, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Installations autorisées
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>2770 Installation de traitement thermique de déchets dangereux ou de déchets contenant des substances dangereuses mentionnées à l'article R.511-10 du code de l'Environnement. 2. les déchets destinés à être traités ne contenant pas les substances dangereuses ou préparations dangereuses mentionnées à l'article R. 511-10 du code de l'Environnement. 2771 Installation de traitement thermique de déchets non dangereux Quantité et installation : 1 chaudière 1 gazéificateur Traitement de 600 kg/mois en moyenne de déchets</p>
<p>Constats :</p> <p>L'installation inspectée est un pyrogazéificateur qui relève d'un classement au titre de la rubrique 2771 pour l'incinération de déchets non dangereux et de la rubrique 2770 pour l'incinération de déchets dangereux.</p> <p>Depuis la délivrance de l'arrêté préfectoral en 2013, le ministère a précisé en 2015 les modalités</p>

de classement des installations de pyrogazéification : celles-ci doivent également relever de la rubrique 2910 « Combustion », ce qui n'est pas le cas de l'installation à ce jour.

Plus précisément, certains déchets admis sur l'installation correspondent à des déchets de végétaux agricoles et forestiers, qui répondent à la définition de biomasse de type b) au sens de la rubrique 2910-B2.

En 2024, l'installation a traité 680 kilogrammes de déchets.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant intègre dans son dossier porter-à-connaissance (cf point de contrôle 10) la mise à jour de la rubrique 2910-B2.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/10/2013, article 3.5

Thème(s) : Risques chroniques, Respect des valeurs limites d'émission

Prescription contrôlée :

Les caractéristiques des rejets à l'atmosphère, notamment le débit des effluents, les concentrations et les flux des principaux polluants, sont inférieures ou égales aux valeurs prévues dans le tableau constituant l'annexe 1 du présent arrêté.

Constats :

L'exploitant réalise des analyses des rejets atmosphériques pour chaque incinération de déchets. Les derniers déchets ont été incinérés en mai 2024: il s'agissait de ceps de vignes dont les analyses des rejets ont été réalisées par l'exploitant.

Lors de cette campagne, les paramètres poussières et COT n'ont pas été analysés et un dépassement est constaté pour la valeur en monoxyde de carbone 152,6 mg/Nm³ pour une valeur limite fixée à 100 mg/Nm³.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant met en œuvre des actions correctives afin de s'assurer du respect des valeurs limites et de la réalisation des analyses sur l'ensemble des paramètres lors des prochaines campagnes d'incinération de déchets, prévues fin 2026.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 6 mois

N° 7 : Rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/10/2013, article 3.6

Thème(s) : Risques chroniques, Respect des fréquences de surveillance

Prescription contrôlée :

Les rejets à l'atmosphère sont contrôlés selon la périodicité fixée dans le tableau constituant l'annexe 1 du présent arrêté. Les contrôles réalisés par un organisme extérieur doivent être effectués par un organisme agréé ou choisi en accord avec l'inspection des installations classées.

Constats :

Les rejets sont analysés en continu lors de chaque traitement de déchets.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/10/2013, article 3.7

Thème(s) : Risques chroniques, Analyse préalable avant lancement d'une campagne de mesures

Prescription contrôlée :

L'exploitant met en place un système d'approbation du (des) procédé(s) en matière de maîtrise de rejets des effluents gazeux. Cette procédure doit permettre de recueillir les avis et valider les choix techniques retenus en terme d'acceptation des déchets, de traitement associés aux rejets de fumées dégagées par la combustion et du type de surveillance de ses rejets. Cette procédure doit prévoir des critères d'acceptation et de refus des procédés à mettre en œuvre dans l'établissement par rapport aux déchets réceptionnés. Au préalable au lancement d'une campagne d'essais, l'exploitant établit, sous sa responsabilité, un dossier d'analyse préalable comprenant au moins les éléments suivants : • caractéristiques physiques et chimiques des déchets dont la teneur en composés précisés par l'article 6.6.2. du présent arrêté ainsi que le pouvoir calorifique de la matière ; • quantités maximales des déchets mis en œuvre dans le cadre de l'essai ; • caractéristiques des rejets susceptibles d'être générés par les essais ; • Description et justification des procédés de traitement des rejets retenus ; • Description et justification du type d'autosurveillance retenue (nature et fréquence d'analyse, modalités de mesures...) ; • Définition des conditions opératoires acceptables en fonction des paramètres analysés et des mesures à mettre en place en cas de dérive (actions à mettre en place dans l'obtention de résultats en dehors du cadre attendu ; • résultats de la vérification préalable de l'étalonnage des appareils analytiques avant essai. Ces dossiers d'analyse préalable sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Constats :

L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter :

- une procédure permettant de valider les choix techniques retenus en terme d'acceptation de déchets, de traitements associés aux rejets de fumées dégagées par la combustion et du type de surveillance de ses rejets;
- un dossier d'analyse préalable au lancement d'une campagne d'essais.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
Lors des prochaines campagne d'incinération de déchets, l'exploitant doit avoir mis en place une procédure de validation des choix techniques susvisés et un dossier d'analyse préalable. L'exploitant transmet à l'inspection ses éléments avant la réalisation de la prochaine campagne d'incinération, prévue fin 2026.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 6 mois

N° 9 : Rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/10/2024, article 6
Thème(s) : Risques chroniques, Analyse substances PFAS dans les émissions atmosphériques
Prescription contrôlée : III. L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er du présent arrêté n'a pas l'obligation de réaliser la campagne de prélèvements et d'analyses mentionnée à l'article 2 s'il démontre que la composition des flux de déchets entrants dans l'installation est stable dans le temps, et que les déchets entrants ne contiennent pas de substances PFAS.
Constats : L'arrêté ministériel du 31 octobre 2024 prévoit la réalisation des analyses de substances PFAS dans les émissions atmosphériques des installations d'incinération relevant de la rubrique 2270 au 31 octobre 2025. L'exploitant n'a pas réalisé les analyses et a sollicité l'inspection afin de ne pas réaliser les analyses en vertu de l'article 6 susvisé. L'installation n'a pas incinéré de déchets depuis 2024 et n'a pas incinéré de déchets dangereux depuis le début d'activité de l'installation. Afin de ne pas réaliser les analyses des substances PFAS dans les rejets atmosphériques l'exploitant doit pouvoir démontrer que les déchets entrants ne contiennent pas de substances PFAS. Il a été évoqué la possibilité de fixer une concentration maximale en fluor dans les déchets entrants afin de s'assurer qu'en sortie les concentrations en PFAS sont inférieures aux valeurs toxicologiques indicatives de l'ANSES. A défaut, l'exploitant devra réaliser les analyses des substances PFAS dans les rejets atmosphériques lors de la prochaine campagne d'incinération de déchets.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Sous un délai de 3 mois, l'exploitant informe l'inspection sur le choix retenu : - analyses systématiques des déchets entrants afin de s'assurer de l'absence de substances PFAS - réalisation d'une analyse des rejets atmosphériques lors de la prochaine campagne d'incinération de déchets

Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Modification des installations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/10/2013, article 9

Thème(s) : Autre, Modifications des installations

Prescription contrôlée :

Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.

Constats :

Lors de la visite d'installation, l'inspection a constaté que des modifications étaient en cours sur l'installation.

L'exploitant a indiqué qu'une installation de traitement des effluents gazeux était en cours d'installation avant combustion dans la chaudière.

Cette modification n'a pas été portée à la connaissance du Préfet.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Sous un délai de 3 mois, l'exploitant doit déposer un dossier de porter à connaissance relatif aux modifications en cours sur l'installation de pyrogazéification.

Type de suites proposées : Avec suites
--

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois
